



Contribution d'Eni Gas & Power France à la CP n°2020-017 de la CRE relative au prochain TURPE 6 HTA-BT

En préambule, Eni Gas & Power France félicite une nouvelle fois la CRE pour la qualité des analyses menées pour les différentes consultations relatives au TURPE 6. Eni exprimera un seul regret sur la forme de la consultation, qui est celui de ne pas avoir de visibilité sur la prise en compte par la CRE des retours des acteurs.

Sur le fond, Eni partage les critères retenus par la CRE pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux mais regrette l'absence de l'objectif de « visibilité » pour répondre à la demande grandissante des consommateurs de maîtriser leur budget énergie et des fournisseurs pour pouvoir investir et proposer des offres et services innovants, tels que les offres pluriannuelles à prix fixe.

Enfin, Eni considère que si le TURPE 6 doit être un TURPE de transition énergétique, il doit aussi tenir compte de la situation économique présente et à venir. La crise sanitaire actuelle, dont les conséquences économiques s'étaleront sur plusieurs années, appelle un TURPE de raison. Ce principe est d'autant plus important à marteler qu'Enedis ne semble pas avoir pris en compte cette réalité dans sa demande particulièrement importante.

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par Enedis et la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

Eni partage ces enjeux mais l'enjeu d'acceptabilité est aujourd'hui prépondérant au vu de la situation économique.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

Comme évoqué dans nos réponses à la consultation précédente, nous sommes favorables à ces principes, mais estimons qu'il est demeure essentiel d'ajouter un principe structurel supplémentaire : celui de la visibilité. Les acteurs ont en effet besoin de connaître plusieurs années en amont les évolutions réglementaires.

Question 3 : Pour la distribution d'électricité, êtes-vous favorable à la rémunération au coût de la dette des immobilisations en cours pour les seuls investissements à cycle long ?

Eni est défavorable à tout système de rémunération automatique des immobilisations en cours sans connaître le champ des immobilisations concernés. En l'occurrence, si Enedis n'a pas communiqué le volume d'investissements concernés, c'est soit que le volume est nul, soit que le volume est faible.

Eni suggère donc de ne pas introduire un tel mécanisme dans le TURPE 6.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

Eni y est favorable.

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

Eni y est globalement favorable. Dans le cas des moins-values, il faudra néanmoins qu'Enedis justifie d'avoir réalisé un investissement pour le revendre avant le terme de sa durée de vie en dessous de sa VNC.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 distribution (maintien du fonctionnement actuel) ?

Oui.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 distribution ?

Oui.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des pertes ?

Oui.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis ?

Oui.

Question 10 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

Eni est favorable au mécanisme proposé par la CRE mais considère que la trajectoire incitée doit tenir compte non seulement de la performance réalisée pendant la période du TURPE 5 mais aussi sur l'effet d'apprentissage. Un certain nombre de projets SI menés par ENEDIS pendant la période du TURPE 5 ont rencontré des difficultés hors norme et doivent faire l'objet de REX qui permettront de réduire significativement les coûts et les délais des projets qui seront menés pendant la période du TURPE 6.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'introduction de cet indicateur incité sur le délai moyen de réalisation des raccordements par Enedis ?

Eni est tout à fait favorable à l'introduction de l'indicateur relatif aux délais de raccordement proposé par la CRE. Eni souhaite néanmoins aller plus loin en inscrivant dans les contrats GRD-F des objectifs en termes de :

- Taux de respect de la date convenue de mise à disposition des raccordements ;
- Taux de respect de l'envoi de proposition de raccordement dans le délai de la procédure ou dans le délai demandé par le client.

Les manquements à ces objectifs feraient alors l'objet de pénalités versées aux fournisseurs.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?

Eni y est favorable, tout en considérant également que ces indicateurs devraient faire l'objet de modalités contractuelles assortis de pénalités. Ce sont en effet les fournisseurs qui subissent les conséquences du mauvais traitement des réclamations par les GRD.

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs relatifs à la disponibilité de la ligne d'Enedis dédiée aux fournisseurs d'électricité ?

Eni y est favorable.

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs envisagés relatifs à la modélisation des pertes ?

Eni y est favorable.

Question 15 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du TURPE 6 distribution ?

Au-delà des indicateurs-mêmes, les modes de calcul de certains indicateurs méritent d'être redéfinis car les résultats affichés ne sont pas conformes à la réalité vécue par les acteurs du marché, en particulier ceux concernant la disponibilité du portail clients et la publication des index mensuels.

Eni propose donc de :

- Calculer le taux de disponibilité de la fonction « interrogation des données utiles à la commande prestation » du portail fournisseur sur l'ensemble des heures de la semaine (24h/24 et 7j/7).
- Calculer ce même indicateur sans la solution de contournement.

Question 16 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la cible actuelle de critère B, soit 62 minutes, dans la régulation incitative de la continuité d'alimentation pour la période du TURPE 6 distribution ?

Oui.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de calendrier pour l'intégration d'ici à TURPE 7 des données Linky dans le calcul du critère B ?

Oui.

Question 18 : Partagez-vous les objectifs envisagés par la CRE pour les 3 indicateurs de qualité d'alimentation hors critère B (critère M, critères F-BT et critère F-HTA) ?

Oui.

Question 19 : Êtes-vous favorable aux niveaux envisagés de couvertures du mécanisme des pénalités pour coupures longues, qui prennent en compte l'historique des charges effectivement encourues par Enedis, tout en maintenant un niveau équivalent d'incitation pour le distributeur ?

Oui.

Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

Il est difficile de s'exprimer sur le sujet dès lors que les communications quant aux résultats et à l'efficacité de la R&D d'Enedis sont largement méconnus des fournisseurs.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet smart grids afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

Pas d'avis.

Question 22 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

Dans la logique de la réponse à la question 15, Eni y est tout à fait favorable. Eni considère également que la publication régulière des flux de mise en service, d'activation et de raccordement doit être fortement incitée.

Question 23 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

Eni y est favorable.

NIVEAU TARIFAIRE

Question 24 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées au système électrique d'Enedis ?

Sur le fondement du détail des charges, Eni n'est pas en mesure de s'exprimer.

Eni note en revanche que la demande d'Enedis est en rupture, à la hausse, avec le niveau des charges passées, en particulier en raison des investissements relatifs aux EnR et aux IRVE, mais aussi les investissements SI.

SI Eni comprend que certains investissements soient structurellement liés à la transition énergétique (IRVE et EnR), Eni considère que les investissements propres à Enedis (modernisation des SI par exemple) doivent prendre en compte les situations économiques nationale et sectorielle. Eni s'interroge en effet sur l'opportunité

d'augmenter l'enveloppe SI d'Enedis au moment où les investissements SI de nombreux acteurs économiques sont reportés ou annulés.

Les charges d'Enedis devront également être ajustées des prévisions de consommation suite à la crise sanitaire.

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées au système électrique) d'Enedis ?

Eni est favorable aux conclusions de l'audit mais s'interroge sur un point de méthodologie de la CRE.

Eni s'interroge en effet sur le fait de retenir la demande d'Enedis comme borne haute de la trajectoire du TURPE 6, cette demande ayant été contre expertisée et jugée non justifiée.

Il serait au contraire naturel de centrer la trajectoire autour du niveau des charges ajustées.

Eni exprime par ailleurs sa déception sur les pertes non techniques. L'équilibre financier du déploiement de Linky reposait en grande partie sur la réduction des PNT. Eni s'interroge sur la raison pour laquelle les déploiements nécessaires à la concrétisation des gains sur les PNT n'ont pas été réalisés concomitamment au déploiement des compteurs communicants.

Eni est par ailleurs favorable au nouveau système assurantiel qui consiste à couvrir les tempêtes par le CRCP et non par le biais d'une assurance.

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du TURPE 6 distribution et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

Les niveaux de marge et de rémunération des capitaux propres envisagés sont significativement supérieurs à la réalité de l'activité de fourniture, et a fortiori pas adaptés à celui d'une activité régulée comme la distribution.

Eni rappelle que le niveau des dividendes remontées par Enedis à EDF représente de l'ordre de 500 M€ par an.

Eni est par d'ailleurs défavorable à la clause de rendez-vous proposée par la CRE, qui va à l'encontre du principe de visibilité de l'évolution du TURPE.

Question 27 : Avez-vous des remarques sur la trajectoire d'investissement proposée par Enedis ?

Eni estime difficile de se positionner sur certains postes d'investissements par manque d'éléments. Il est par exemple difficile de comprendre ce qu'embarque le poste « contraintes réglementaires », et pourquoi ce poste n'est pas compensé en moyenne par les éventuelles opportunités réglementaires.

Eni s'interroge également sur l'absence du poste « communication », alors qu'Enedis subventionne/sponsorise de nombreux événements. Il est d'ailleurs souhaitable de s'interroger sur la pertinence pour un acteur en monopole distribuant un bien de première nécessité d'avoir un budget communication important.

Enfin, Eni insiste sur la nécessité de limiter les dérives des investissements SI au regard de certains projets déployés pendant TURPE 5, de la situation économique, et de la capacité limitée des fournisseurs à suivre les développements SI du distributeur.

Question 28 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » d'Enedis ?

Eni insiste sur la nécessité de ne pas donner carte blanche à Enedis sur les dépenses de SI.

Concernant les véhicules, une étude du CGDD montre que les véhicules électriques sont en coûts complets plus économiques que les véhicules thermiques. Ces remplacements devraient donc être sources d'économies et non de surcoûts.

Par ailleurs, il semble que les efforts de productivité sont aussi liés au déploiement des compteurs.

Au regard des données mentionnées dans le document de consultation de la CRE, Eni s'interroge sur les bénéfices réelles du déploiement de Linky pour les consommateurs et appelle à une analyse consacrée à ce sujet.

Question 29 : Etes-vous favorable aux ajustements envisagés par la CRE concernant l'intégration des colonnes montantes « loi ELAN » à la BAR d'Enedis ?

Pas d'avis.

Question 30 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant l'évolution du nombre de clients, des puissances souscrites et des volumes acheminés par Enedis pour la période du TURPE 6 distribution ?

Non.

Question 31 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 distribution ?

Il est difficile de s'exprimer sur le fond de la proposition de la CRE puisque les hypothèses retenues pour définir les 2 bornes ne sont pas connues.

Pour autant, Eni considère qu'un niveau d'évolution moyenne supérieur à 2% ne serait pas un TURPE « de raison », et qu'il conviendrait de reporter une partie de la hausse vers la fin de la période pour limiter la hausse en 2021 et en 2022.

Question 32 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du paramètre Rf envisagées par la CRE ?

Il est toujours étonnant de constater que les charges d'Enedis pour assurer le même niveau de service augmentent au-delà de l'inflation mais que ce n'est pas le cas pour les fournisseurs. Eni considère que le terme Rf doit augmenter pour les raisons suivantes.

En premier lieu, depuis l'analyse menée par la CRE avec le cabinet PMP, les sollicitations des fournisseurs par les GRD ont structurellement augmenté de manière significative pour de nombreuses raisons, telles que le déploiement des compteurs communicants (informations à communiquer pour le déploiement, l'information des clients, la gestion des réclamations...) ou la mise en conformité des processus avec le RGPD. L'étude E-Cube sur l'ouverture aux offres de marché des grandes ELD a d'ailleurs précisé que « Certains fournisseurs cherchent d'abord à atteindre un « régime permanent » sur les zones Enedis/GRDF avant d'envisager un développement sur les zones des ELD. Leur objectif est de disposer d'une interface avec SGE (Enedis) / Omega (GRDF) qui soit automatisée et stable ; or ces interfaces demandent un effort de développement conséquent, et les évolutions régulières côté Enedis/GRDF (notamment pour accompagner le déploiement des compteurs communicants) ont mobilisé des ressources importantes ces dernières années. » Eni propose donc sa collaboration à la CRE pour démontrer que le niveau de la composante de gestion n'est plus adaptée et l'aider à fixer le bon terme.

A ces évolutions structurelles, Eni ajoute que les coûts des fournisseurs ont été particulièrement importants en 2020 en raison de la crise sanitaire. L'annulation (et non le report) de toutes les demandes de prestation posées par les fournisseurs avant la crise et la suspension de toutes les prestations non urgentes nécessitant un déplacement (que nous ne remettons pas en cause) ont généré des sursollicitations de la part des clients chez les

fournisseurs, et non chez Enedis. Les fournisseurs ont dû recentrer une grande partie de leurs forces vives sur la gestion des clients pour le compte d'Enedis au détriment d'autres activités, et ce en pleine désorganisation sanitaire. Eni considère donc que la composante de gestion devrait également intégrer un effet de rattrapage.

Question 33 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

Oui

Question 34 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la baisse des composantes de comptage pour les domaines de tension BT \leq 36 kVA, mais aussi HTA et BT $>$ 36 kVA ?

Eni G&P France partage la nécessité de faire baisser la composante de comptage du fait du déploiement des nouveaux compteurs, notamment Linky, qui évite dorénavant des déplacements. En revanche, la baisse proposée nous semble beaucoup trop faible au regard des économies générées par ces compteurs. Baisser la composante de comptage de 19,8 à 18€ revient à dire que le coût de déplacement pour le comptage, toutes charges incluses, ne s'élève qu'à 1,8€/an/client de moins de 36kVA.

Question 35 : Etes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTA et BT ?

Eni y est favorable.

Question 36 : Etes-vous favorable à l'alignement du coefficient pondérateur pour le calcul de la tarification des dépassements de puissance en HTA sur celui de la HTB ?

Eni y est favorable.

Question 37 : Êtes-vous favorable à préciser, dans les règles tarifaires relatives à la distribution, que dans le cas où un regroupement conventionnel de points de connexion concerne des installations de production et des points de soutirage, les flux d'injection ne peuvent être déduits des flux de soutirage pour le calcul de la composante annuelle de soutirage ?

Eni y est favorable.

Question 38 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des autoconsommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Eni y est favorable.

Question 39 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'une composante de soutirage, optionnelle, à destination des utilisateurs raccordés au réseau basse tension participant à une opération d'autoconsommation collective, telle qu'actuellement en vigueur ?

Pas d'avis.

Question 40 : Êtes-vous favorable à la suppression du paramètre de 30 % de participation des flux « autoproduits » aux flux amonts ?

Pas d'avis.

Question 41 : Êtes-vous favorable à l'exemption de la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs dans le cas où un participant à une opération d'autoconsommation collective ayant souscrit l'option tarifaire spécifique à l'autoconsommation collective quitte cette opération ?

Eni y est favorable.

Question 42 : Partagez-vous la proposition de la CRE de reconduire la règle selon laquelle une composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ne peut s'appliquer que dans le cas d'opérations dont l'ensemble des participants est raccordé en aval du même poste de transformation HTA/BT ?

Eni partage la position de la CRE.